

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS A. PÉRIER
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE { 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT
 Fondateur
 RÉDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois Six Mois Un An
 Seine, Seine-et-Oise. 15 30 60
 Départements. 18 75 37 50 75
 Union Postale. 21 50 43 86
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

FIGURES QUI PASSENT

M. LÉON BOURGEOIS

L'homme d'Etat que la France a délégué au congrès de La Haye est à la fois très connu et peu connu. Il est l'objet de jugements divers et contradictoires. Ses adversaires politiques ne lui ménagent pas les censures, ils le déclarent ambitieux, retors, un tantinet hypocrite. Ils assurent qu'il a pris pour devise ce mot significatif : « Quand on n'avance pas, on recule », et qu'il est attentif à y conformer sa vie. Ses amis — il en a de fidèles — protestent contre de telles allégations. Ils proclament que M. Bourgeois est le plus désintéressé des anciens ministres, qu'il n'a jamais recherché le pouvoir, qu'il n'est pas impatient d'y revenir.

— Vous n'imaginez pas, faisait observer l'un d'eux, la joie qu'il éprouve quand il a recouvré sa liberté ; elle égale celle du forçat qui s'est évadé du bagne ; il retrouve ses philosophes, ses poètes, ses travaux interrompus, il peut lire et rêver, il en éprouve une pure ivresse.

Et, d'autre part, dans les couloirs de la Chambre, quel un m'a dit :

— Bourgeois est un tacticien de premier ordre ; il prépare sa rentrée.

Voilà certes des opinions inconciliables. Je les crois toutes sincères. Et peut-être n'est-il pas impossible de les accorder. Tâchons de nous orienter parmi ces complications psychologiques.

M. Léon Bourgeois est un enfant des classes moyennes. Son père exerçait la profession d'horloger ; et quoiqu'il appartienne, par ses ascendants, à la race jurassienne ou bourguignonne, il naquit, s'éleva et s'instruisit à Paris. Dans le cercle où s'écoula son adolescence, on affichait des convictions avancées, on détestait l'Empire et l'on n'était pas loin de haïr les prêtres. Il épousa ces sentiments et, par une pente naturelle, il les poussa à l'extrême ; mais tout de suite une heureuse grâce le tempéra. Ses condisciples de l'institution Massin se rappellent encore les promenades qu'ils faisaient ensemble aux environs de 1865. Léon Bourgeois leur narrait des histoires, et il les narrait si bien qu'ils se pressaient pour l'entendre ; et il y déployait tant de verve et d'invention que la même historiette durait aussi longtemps que la promenade, et qu'il lui arrivait, n'ayant pu finir, d'en ajourner la suite au prochain jeudi. Déjà il se formait dans l'art d'enjôler ses contemporains.

Plus tard, après la guerre, il s'inscrivit à l'Ecole de droit, et y cueillit ses parchemins de docteur. Il apparut bientôt dans les cafés du quartier Latin, et s'empressa de retourner à l'étude. Il avait comme une gourmandise, une avidité d'apprendre. Le temps que lui laissaient les Pandectes, il le consacrait à Auguste Comte, à Stuart Mill. Et pour se délasser de ces labeurs, il cultivait le sanceris. Pendant deux ans, le sanceris fut sa folie, son délire. Un jour, étant entré dans une salle du Collège de France, il avait eu quelques mots de cette langue vénérable et éprouvé l'impérieux besoin de se l'assimiler. Et c'est ainsi que sa vocation de philologue se révéla. M. Bourgeois a toujours eu le goût de ces occupations à côté qui amusent l'esprit et le détendent. Il possède une activité cérébrale qui ne peut pas demeurer inemployée. De même que Napoléon se reposait de la guerre par la guerre, il se repose du travail par le travail. L'amour qu'il eut autrefois pour le sanceris, il le reporta sur la sculpture. C'est un de nos statuaires amateurs les plus distingués. Quand il est las de pétrir la masse électorale, il pétrit la terre-glace. Et sans doute il estime que de ces deux matières, la seconde n'est pas la plus salissante.

Avec son éloquence et sa science juridique, M. Bourgeois fut devenu aisément un « aigle » du barreau. Mais la chicane ne l'attirait pas, du moins celle qui se rattache aux questions d'argent et aux querelles particulières. Et puis il redoutait la vie trop étroite et absorbée des grands avocats. En 1876, il entra comme chef du contentieux au ministère des travaux publics ; et, par une singulière ironie, cette place qu'il croyait être paisible et propre à lui donner des loisirs fut le point de départ d'une carrière terriblement surmenée. Il s'affirma dès le début comme un fonctionnaire très zélé. Et ceci est encore un trait de son caractère : M. Bourgeois a la faculté de se passionner pour ce qu'il fait. Quelle que soit la besogne qu'il entreprenne, lui fut-elle d'abord antipathique, elle lui devient intéressante aussitôt que sa curiosité s'y est appliquée. Il se pique de la mener à bon terme ; tout ce qu'il y a en lui de force et de souplesse tend à en poursuivre la réussite. Il s'épanouit intérieurement en ce triomphe de sa volonté ; et c'est par là qu'on peut dire qu'il est orgueilleux.

Cette énergie, jointe aux qualités de séduction qui le rendent, quand il le veut bien, irrésistible, devait lui ouvrir toutes les routes. Et en effet il marcha à pas de géant. Il est versé dans l'administration, il en escalade les sommets avec une agilité vertigineuse. Il est secrétaire général, sous-préfet, préfet ; il apaise les grévises de Carmaux, il jette des gâteaux de miel aux édiles de Paris et les désarme — prodige comparable aux douze travaux d'Hercule. Il se fait nommer conseiller d'Etat et directeur des services départementaux. On l'arrache à ce poste trop paisible, on le bombarde préfet de police. Ce jour-là il vint voir son plus intime ami et s'écria d'un air accablé :

— J'ai le doigt dans l'engrenage. Je suis voué désormais à la politique !
 Il ajouta en soupirant :
 — Ce n'est pas le destin que je souhaitais !

Ces regrets jaillissaient-ils de son cœur ou de ses lèvres ? N'y entraînait-il point un peu de coquetterie ? A supposer que son chagrin fût réel, M. Bourgeois est parvenu à s'en consoler. Député, sous-secrétaire d'Etat, quatre fois ministre, président du Conseil, chef de parti, M. Bourgeois doit tout ce qu'il est à la politique. Et il la déteste ! On se demande ce qu'il aurait obtenu d'elle, si vraiment il l'eût aimée !

Quoique les jeux parlementaires lui répugnent, il y excelle. La Chambre ne possède pas un plus habile manœuvrier. Il a le coup d'œil, l'audace et la ruse. On l'a vu monter à l'assaut des positions, ou les envelopper par des tactiques savantes, et tout ensemble hardi dans l'attaque et sage dans le conseil, contenir les bouillonnements de l'extrême gauche et exciter le centre contre la droite. Même il lui est arrivé de flirter, en deux ou trois conjonctures, avec cette dernière partie de l'Assemblée. Mais ce sont là artilles de stratégie et qui ne changent rien à ses opinions.

La doctrine de M. Bourgeois, il ne l'a jamais cachée. Elle se dégage de son programme et de ses discours, plus encore que de ses actes. Et, dans quelque mesure, un opuscule qu'il a publié nous l'expose. Elle est nettement anticléricale, anti-conservatrice, elle porte l'empreinte de la première culture qu'il a reçue, de ses préférences philosophiques, de l'enseignement d'Auguste Comte. M. Bourgeois en formulait les principes de la solidarité ; il reprit les idées chères aux démocrates de 1848, et surtout celles de Jean Macé qu'il a remplacé comme président de la Ligue de l'enseignement. Aux yeux de M. Bourgeois, la solidarité n'est pas, ainsi que la fraternité, une aspiration ou un désir, mais un fait positif, une loi nécessaire et existante, la loi des êtres vivants, de la société humaine. L'homme accepte les bienfaits de la civilisation que ses devanciers lui ont léguée ; à leur exemple il doit s'efforcer d'augmenter cet héritage, en améliorant le sort des générations futures. Et s'il n'apporte pas assez d'empressement à remplir ce devoir, l'Etat doit, au besoin, l'y contraindre.

Cette théorie généreuse se confond dans l'application avec la conception socialiste. En tout cas, par une pente inévitable, elle y conduit. M. Bourgeois en approuve les prémisses. Je n'ose affirmer qu'il l'accepte dans toutes ses conséquences.

S'il était maître d'agir à sa guise, il l'adoucira ; peut-être réussirait-il à la rendre admissible. Mais il est le prisonnier des soldats qu'il conduit à la bataille, et qui, plus grossiers que lui, et doués d'une intelligence moins subtile, ne comprennent pas ses hésitations. Ils lui en expriment un mécontentement assez amer ; ils l'accusent d'être l'opportuniste du radicalisme. Ainsi, les radicaux lui reprochent de suivre une politique trop modérée, et les modérés de défendre des idées trop radicales. Les tristesses intermittentes de M. Léon Bourgeois et ses découragements proviennent de cet irrémédiable malentendu.

Mais les rancunes qu'il éveillé ou les déceptions dont il est la cause sont vite oubliées. Sa grâce est la plus forte. Après quelques semaines — mettons quelques mois — de bouderie, on lui revient. Et ses talents ne suffisent pas à expliquer une si générale mansuétude. On disait de M. Dufaure qu'on ne le quittait jamais content, même lorsqu'on l'avait réduit à ce qu'on voulait. Pour M. Bourgeois, c'est le contraire. Jusqu'en ses refus, il est aimable ; il les justifie si gentiment et par des raisons si ingénieuses qu'on est obligé, sur le moment, de les trouver équitables. Quand on change d'impression, il est trop tard, le bâton a touché le globe et la muscade a passé. Le charme de M. Bourgeois tient à ce qu'il est animé d'un perpétuel appétit de plaisir. Il ressemble à ces femmes qui considèrent qu'on les offense en résistant à leur séduction. Comme Célimène, il se met en frais pour conquérir quiconque l'approche, noble ou vilain, rustre ou chevalier. Et si la victoire est éphémère, elle n'en a que plus de prix. Elle se fait rarement attendre.

J'ai assisté, l'an dernier, à l'un de ces combats pacifiques. Les Cadets de Gascogne assemblés en leur Cabane de Toulouse avaient convié M. Bourgeois, ministre des beaux-arts, à les venir visiter. Les fils de Clémence Isaure répétaient, en sirotant leur absinthe sur le Cours : — Nous montrerons à ce Parisien ce que c'est que le Midi.

M. Bourgeois apparut, souriant dans sa barbe noire, l'œil pétillant de malice sous son binocle... Il parla... Sa voix était sonore comme le chant des cigales, harmonieuse comme la brise qui souffle dans les oliviers. Sa phrase était abondante et colorée ; elle avait l'éclat, le nombre, l'image ; l'orateur y avait ajouté un soupçon de redondance, pour bien établir qu'il n'était plus un homme du Nord. Les Cadets furent étonnés ; leur ravissement n'eut pas de bornes quand M. Bourgeois, s'étant levé pendant la représentation de gala au Grand-Théâtre, prononça une allocution que personne n'attendait et qui était notoirement improvisée.

— Décidément, il est presque aussi malin que nous.

Et ils l'acclamèrent ; et — sur-le-champ — le baptisèrent Gascon.

M. Bourgeois, qui est Méridional à Toulouse, serait avec autant de facilité Champenois à Reims, Breton à Quimper, Suisse à Genève. A La Haye, s'il y voyait quelque utilité, il saurait être Hollandais.

Mais il se contentera d'y être Français, puisqu'il y représente officiellement la France.

Cette puissance à s'adapter aux circonstances et aux milieux suppose une virtuosité, une subtilité, des dons d'élégance et de finesse qui ne s'accroissent guère avec la brutalité des mœurs jacobines. Nous touchons ici, je pense, à ce qui constitue l'originalité de M. Bourgeois et le fond le plus intime de son âme. Il y a en lui deux êtres qui se contraignent et sont sans cesse en conflit, un aristocrate et un sectaire. La bénignité de son tempérament recule devant les hardiesses de son esprit. Ce Spartiate aux lois implacables est doublé d'un Athénien qui le retient par le pan de sa tunique. Il demeure suspendu, tiraillé entre des sollicitations opposées. Il incline aux solutions rigoureuses, et sa sensibilité ou sa bonté naturelles font qu'il hésite à les appliquer. De là les incertitudes, les apparentes variations qui ont inspiré des doutes sur la rectitude de son caractère, et qui tout au contraire l'honorent, puisqu'elles ont leur source dans des scrupules respectables.

Pourtant, on ne peut éternellement tourner autour de l'obstacle ; une heure vient où il faut le franchir délibérément ou bien le fuir sans retour. Elle sonnera tôt ou tard pour M. Bourgeois ; et, du train dont vont les choses, nous y touchons. Que fera-t-il ? Qui l'emportera ? La ténacité ou la prudence ? Le révolutionnaire ou l'homme de gouvernement ?

Peut-être, à ce moment, M. Léon Bourgeois sera-t-il simple ambassadeur. Et ce lui sera une façon bien spirituelle de se tirer d'embarras.

Adolphe Brisson.

Échos

La Température

La forte bourrasque qui sévit depuis hier sur nos côtes de l'Ouest a amené un léger refroidissement de la température ; hier, le thermomètre était à 20° à huit heures du matin et à 26° dans l'après-midi ; 22° à Alger et 23° à Constantinople ; un temps moins chaud est d'ailleurs probable, mais le beau temps semble devoir continuer. Dans la soirée, le baromètre restait à 768mm après avoir marqué 767mm pendant la journée.

Les Courses

A deux heures, Courses à Auteuil. — Gagnants de Robert Milton :
 Prix du Rendez-Vous : Castelvieilh.
 Prix du Défilé : Mirandole.
 Prix des Drags : Mathias.
 Prix Varaville : Escargot.
 Prix de la Vénérice : Estragon.
 Prix de l'Ombrage : Magyar.

PIQUART EN LIBERTÉ

Aujourd'hui vendredi, la Chambre des mises en accusation va rendre son arrêt dans l'affaire du lieutenant-colonel Piquart. Cet arrêt ne peut être qu'une ordonnance de non-lieu, suivie de la mise en liberté immédiate du lieutenant-colonel.

Plus tard, quand le public français aura recouvré le calme et la raison, on ne s'expliquera pas plus le traitement infligé au lieutenant-colonel qu'on ne s'explique aujourd'hui certaines décisions du Tribunal révolutionnaire de 1793.

Récapitulons. Quel crime a commis Piquart ? Piquart, en 1896, déclara à ses chefs que le bordereau qu'il avait fait condamner Dreyfus était l'œuvre d'Estherazy. Ci : cinquante-cinq jours de Mont-Valérien et la mise en réforme. — Et d'un.

En juillet dernier, l'éminent Cavaignac présentait une pièce comme la preuve présumée de la culpabilité de Dreyfus. La Chambre votait l'affichage de son discours par un vote où la minorité ne comprit que deux membres, M. Méline et un socialiste. Piquart déclara que cette pièce était un faux. Il fut coté et il est depuis onze mois en prison. — Et de deux.

Or, le bordereau était non de Dreyfus, mais d'Estherazy. Les experts l'ont reconnu. M. Ballot-Beaupré l'a déclaré. La Cour de cassation l'a proclamé. Estherazy fut l'avouer et d'en signer l'aveu. — Et d'un.

Or, Henry a avoué à M. Cavaignac lui-même qu'il avait fabriqué la pièce qui fut produite à la Chambre comme la preuve définitive de la culpabilité de Dreyfus. — Et de deux.

Ce n'est pas tout. Piquart fut mis sur la piste de l'erreur judiciaire par un « petit bleu » adressé à Estherazy par M. le colonel de Schwartzkoppen. On accusa Piquart d'avoir fabriqué ce « petit bleu », d'être un faussaire, tout bonnement.

Or, le colonel de Schwartzkoppen lui-même a déclaré et redéclaré qu'il était bien l'auteur du « petit bleu ». Et, à cette heure, il n'y a pas, des monts Oursals au détroit de Gibraltar, un Européen intelligent qui ne sache que le « petit bleu » a été écrit pour Estherazy par M. de Schwartzkoppen.

Le gouvernement français est informé de tout cela. Il a été prévenu, dans des conditions qui ne lui laissent aucune incertitude, et, au milieu de l'anarchie sur laquelle il flotte, comme une épave sur l'Océan démonté, il n'a même pas averti la Chambre des mises en accusation !

Il voit par quels misérables subterfuges on a maintenu pendant onze mois en prison le lieutenant-colonel Piquart. Quand on songe que Dreyfus vient de passer quatre ans et demi sous le soleil de la Guyane et la malédiction de tout un peuple, simplement parce qu'on l'a cru l'auteur du bordereau dont Estherazy réclame la paternité ; et que le lieutenant-

colonel Piquart vient de passer onze mois en prison pour avoir tenté d'épargner à son pays la honte d'une iniquité pareille, on se demande si on n'est pas le jouet d'un cauchemar et si on ne se réveillera pas demain dans une habitation lacustre, au lieu d'une maison éclairée à l'électricité, d'où l'on entend sonner les cloches des églises.

Allons, magistrats de la Chambre des mises en accusation, faites cesser au plus vite cette infamie qui déshonore votre pays. — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

Demain soir, grande réception à la présidence de la Chambre, chez M. Paul Deschanel.

Les invitations, pour cette première réception, ne concernent que les hommes.

On nous signale un fait épouvantable, auquel nous aurions vraiment peine à croire, si malheureusement il ne se trouvait une victime pour en attester la triste réalité.

Mardi dernier, à midi, le fils de M. Eugène Oppenheim, un charmant bébé de quatre ans, a été écrasé, dans l'avenue du Bois-de-Boulogne, par un phaéton à deux chevaux conduit par un monsieur qui a eu l'barbarie de ne pas arrêter son attelage.

L'enfant a été traîné pendant quinze mètres, sans que cet individu parût s'en émouvoir, et lorsque enfin le pauvre petit fut dégagé, le monsieur prit la fuite, sans s'inquiéter des suites de cette triste aventure. Il est à noter que les chevaux n'étaient pas emballés et que nulle part on n'a pu trouver un agent qui pût intervenir.

Le pauvre bébé est mort dans la soirée, et l'on peut imaginer sans peine le désespoir de sa famille ainsi que l'indignation de tous ceux qui ont connu les circonstances véritablement odieuses de cette mort.

Les cendres de Marceau, qui avaient été promises au musée de l'armée, sont toujours dans leur coffre-fort au Crédit lyonnais.

Ainsi que nous l'avons dit, le bureau de la section historique du ministère de la guerre, le conservateur du musée de l'armée, le Comité de la Sabretache avaient offert à M. Sergent-Marceau de lui acheter les quelques objets et les papiers accompagnant cette relique, qui, par un sentiment facile à comprendre, ne devaient pas entrer en compte.

A la somme de deux à trois mille francs ainsi réunie le gouvernement se montrait disposé à ajouter une paire de vases de Sèvres, et à la rigueur... les palmes académiques.

Mais le petit-neveu a demandé à réfléchir et il a repris la route de son pays, laissant la clef du coffre-fort à un homme de confiance.

Dans ces conditions, on a jugé digne de rompre avec lui.

Bien que la nomination prochaine de Mgr Mathieu au cardinalat de curie laisse vacant le siège archiepiscopal de Toulouse, ce siège ne sera pas compris dans le mouvement épiscopal pour lequel les négociations ordinaires sont actuellement ouvertes entre le gouvernement et le Saint-Siège.

On espère que ce mouvement pourra paraître au Journal officiel avant le 19 juin, date du futur Consistoire.

M. Marmottan, maire du seizième arrondissement, au nom des maires de Paris, a remis hier à M. le Président de la République l'adresse suivante :

Les maires et adjoints des vingt arrondissements de Paris, protestant contre l'inqualifiable outrage fait à la personne du Président de la République, ont l'honneur de lui offrir l'hommage de leur respect et de leur dévouement.

La vente de la collection Stein a commencé hier à la galerie Georges Petit, devant une très belle chambre, et les adjudications n'ont pas manqué d'être très chaudes — le contraire ne se pouvait guère — autour des pièces rares que le fin connaisseur avait réunies. Voici, dans chacune des séries dispersées hier, les prix qui semblent devoir être retenus :

Mobilier : une commode Louis XVI, 17,000 fr. ; un bureau à cylindre Louis XV, 43,300 fr. ; un écran en bois doré du dix-huitième siècle, 2,000 francs.

Marbres du dix-huitième siècle : l'Amitié, 20,400 fr. ; Groupe d'enfants, 12,700 francs. Porcelaines de la Chine et du Japon : trois plats ronds d'ancienne porcelaine de Chine, 2,400 fr. ; deux plats, famille verte, 1,500 fr. ; deux plats ronds de la même famille, 1,320 fr. ; deux potiches, ancienne porcelaine, famille rose, 4,000 fr. ; deux vases, 6,000 francs.

Porcelaine de Sèvres : deux jardinières, pâte tendre de 1781, 34,000 francs ; deux autres vases, 37,000 francs ; un médaillon en ancien biscuit, 2,400 francs ; deux aiguières en ancienne pâte tendre, 45,000 francs. On remarquera combien les porcelaines de Sèvres sont recherchées en ce moment.

Orfèvrerie du dix-huitième siècle : deux pièces de surtout en argent ciselé, époque de Louis XIV, 20,500 francs ; deux autres pièces, même époque, 12,200 francs ; deux paires de flambeaux en argent, 5,300 francs ; une autre paire, époque Louis XV, 4,000 francs.

Horloges et baromètres du dix-septième et du dix-huitième siècles : des pièces de 6,200, 5,950, 3,800, 5,400, 6,400, 23,500 une grande pendule en bronze ciselé et doré, du temps de Louis XVI, 6,000 francs.

Les Tabaciers et Dessins ont été adjugés à des prix non exagérés : le Boucher a fait 20,500 francs ; les Chardin, nature morte, 5,000 francs et 2,050 francs ; les Guardi, 16,400, 4,080 et 1,020 francs ; les beaux dessins de Meissonier, 6,700 francs ; le Portrait de femme de Raoux, 6,000 francs ; celui de Roslin, 2,500 francs ; une Brochant de Rubens, 4,400 ; la Bouchère de Teniers, 8,500 ; le Départ, de Wouwerman, 6,500 francs, etc.

Cette première journée a donné un chiffre de 407,015 francs.

Parmi les objets qui seront vendus aujourd'hui, il y aura les faïences françaises et italiennes, les émaux, l'orfèvrerie religieuse, etc.

Une vente d'hier, comprenant principalement des tableaux et des marbres ayant appartenu à M. Auguste Vacquerie, a produit une centaine de mille francs, dans lesquels une *Plage de Trouville* de Corot entre pour 1,810 francs ; une *Saule*, du même, pour 1,680 francs ; une grande figure de Delacroix pour le *Massacre de Scio*, pour 1,850 francs ; un *Christ au jardin des Oliviers*, du même, pour 8,000 francs ; une *Baigneuse* de Diaz, pour 1,650 francs ; le *Menhir* de J. Dupré, pour 7,000 francs ; des *Bords de rivière* de Monet, pour 4,650 francs ; l'*Eve*, un très beau marbre de Rodin, pour 5,100 francs, et deux bustes de terre cuite, du temps de Louis XV, pour 7,000 francs.

On sait que Zola est rentré lundi son petit hôtel de la rue de Bruxelles.

On a raconté que ce jour-là une femme est venue effeuiller sur le pavé, devant sa porte, une grosse brassée de roses. Une touchante légende s'est formée à ce sujet.

Une voisine prétend avoir reconnu, dans cette femme... Mme Alfred Dreyfus.

Nous sommes en plein dans la grande semaine, celle où tous ceux qui dans Paris s'occupent des élégances, donnent leur maximum d'efforts. Aussi, il règne dans les ateliers de Vincent, le couturier de la rue de la Paix, une fièvreuse activité ; on y travaille sans relâche pour livrer à temps à l'élégante clientèle de cette maison, les merveilles qui feront l'admiration du Tout-Paris dimanche prochain à Longchamps.

Deux amis causent de la malheureuse affaire d'Auteuil, tout en savourant une boisson glacée sur la terrasse d'un café.

— A propos, dit l'un, j'ai lu dans le *Figaro* de ce matin que le Pape vient d'adresser un télégramme de félicitation au Président de la République.

— C'est fort bien... reprend l'autre. Pourtant, Sa Sainteté aurait pu faire encore mieux pour M. Loubet.

— Quoi donc ?

— Lui envoyer un chapeau !

« Petits jeux » d'un salon littéraire.

On parle des différences entre le cœur et l'esprit.

Quelqu'un dit une chose assez vraie : — On peut s'aimer encore avec des cœurs ennemis, jamais avec des esprits différents.

Les événements de cette semaine auront-ils une influence sur le Grand Prix ? Les femmes iront-elles et y porteront-elles d'aussi belles toilettes que d'habitude ? L'un des hommes le plus à même de nous renseigner à ce sujet est certainement Redfern. Chez lui viennent tous les mondes, toute l'aristocratie parisienne et étrangère, toute l'élégance artistique. Il sait donc ce qui se prépare.

Eh bien, Redfern nous a complètement rassuré.

— Jamais, nous a-t-il dit, on n'aura vu plus harmonieuse et plus riche collection de toilettes féminines qu'à la journée de dimanche prochain.

— Quelques détails, alors ?

— Oh ! jamais. C'est un principe absolu de ne pas déflorer l'effet que doit produire une création sur laquelle compte l'élégante qui l'a choisie. Pourtant, au risque d'avoir un reproche, je vous en citerai une, une seule. Mlle D..., le grand prix de Beauté de cette année à Paris, me pardonnera de dévoiler cette création. C'est une toilette excessivement fourreau, bleu de roi, incrustée de gaze reflets paon, dessinée par des échappées de nœuds en cascades... Vous verrez quel succès !... Quant à moi, je ne pourrai en voir l'effet. Dès que j'ai une journée de libre, je vais rejoindre mon bateau à la mer... Je ne fais pas de politique... Je ne saurais donc le résultat qu'à mon retour.

La chaleur qui a été accablante serait insupportable si l'alcool de menthe de Ricqlès ne nous aidait pas à triompher des malaises qu'elle occasionne : étourdissements, maux de cœur, troubles digestifs, et surtout du plus cruel, la soif. Dix gouttes de Ricqlès dans un verre d'eau sucrée forment une boisson exquise d'une fraîcheur délicieuse qui désaltère complètement. Rappelons que le Ricqlès est un antiseptique puissant, qu'il assainit l'eau et préserve de la choléra et des épidémies.

Hors Paris

Voici qui met fin à l'incident de la Chambre de commerce française de Bruxelles : M. Moutier a écrit à M. Roland pour lui remettre sa démission de membre de cette Chambre.

Si M. Gérard, ministre de France à Bruxelles avait commencé par là, il aurait évité beaucoup de bruit et beaucoup d'ennuis.

Nouvelles à la Main

X, très sollicité, par un ascenseur toujours plein de quémandeurs très aplatis ; pour se venger, il a appelé son ascenseur :

Le monte-plats.

Le philanthrope Z vient de placer un ouvrier chez un fabricant de ses amis. L'autre jour, il rencontre son protégé, qui l'aborde l'air joyeux.

— Je vois, dit-il, que vous êtes content. Ça ne m'étonne pas. Votre patron est un homme sérieux.

— Oh ! oui, monsieur, un homme très sérieux. Il sait rire.

Le cri de ralliement des dreyfusards, dont le prochain Conseil de guerre doit assurer le triomphe définitif :

— Plus que Rennes !

Le Masque de Nax.

LE DÉPART DE DREYFUS

L'avis *Goéland* est parti de Cayenne hier jeudi, à deux heures de l'après-midi, pour l'île du Diable.

A quatre heures, le capitaine Dreyfus s'est embarqué sur l'avis qui l'a conduit à bord du *Sfax*, le croiseur envoyé par le ministre de la marine pour le ramener en France.

Le *Sfax* mouillait en vue de l'île du Diable, ne pouvant s'en approcher à cause des rochers.

Il appareillera aujourd'hui pour la France.

Le capitaine Dreyfus est resté, cinquante-deux mois, jour à jour, à l'île du Diable.

G. D.

L'AFFAIRE D'AUTEUIL

M. Lemercier, juge d'instruction, a fait comparaître hier encore M. de Christiani ; mais il ne s'agissait que d'un passage de sa déclaration à rectifier. Le magistrat a ensuite interrogé longuement MM. de Dion et d'Aubigny d'Assy, qui comparaitront jeudi prochain devant le Tribunal de police correctionnelle.

L'Automobile-Club a été autorisé hier à ouvrir ses portes. Le préfet de police a fait signifier son arrêté à la Société d'encouragement de l'automobilisme, par M. Roy, commissaire aux délégations.

Le syndicat des constructeurs d'automobiles s'est réuni hier pour le renouvellement annuel de son bureau. Le comte de Dion a été réélu à l'unanimité.

Des mesures d'ordre très sévères ont été prises hier en vue des désordres qui pourraient se produire dimanche aux courses de Longchamps.

Les forces de police sont suffisantes, dit-on, pour réprimer toute tentative de désordre. La consigne donnée aux commissaires, officiers de paix et agents est d'arrêter aussitôt toute personne qui proférerait un cri injurieux pour le chef de l'Etat ou le gouvernement, tant sur les parcours de l'Élysée à Longchamps que sur la pelouse et au passage.

Les désordres seront réprimés, de quelque côté qu'ils viennent.

Les délinquants seront déferés aux Tribunaux, qui, probablement, montreront une juste sévérité.

A. N.

LA CATASTROPHE

DE LA RUE BALAGNY

Une formidable explosion qui, par ses effets et le mystère qui plane sur ses causes, rappelle celle du restaurant Champeaux, a jeté hier matin la terreur et la désolation dans le quartier des Epinettes.

La maison où elle s'est produite est située 13, rue Balagny, à l'angle de la rue Gauthier. C'est un immeuble de cinq étages, habité par de nombreux locataires. Au rez-de-chaussée sont un magasin de mercerie, tenu par les époux Cayrol, et une épicerie tenue par les époux Bé.

C'est dans le sous-sol de cette épicerie qu'a eu lieu l'explosion qui a bouleversé tout l'immeuble et fait de nombreuses victimes.

Il était six heures et demie. Dans le quartier on commençait à se lever. Plusieurs boutiques étaient déjà ouvertes pour les ouvriers et employés qui se rendent à leurs travaux. M. Paul Bé, l'épicier, était déjà parti pour faire aux Halles ses acquisitions quotidiennes. Sa sœur, Mlle Louise Bé, récemment arrivée de province, ouvrait le magasin, préparait l'étalage et s'apprêtait à recevoir les clients matineux.

Com

1894, se référant à une autre dépêche et d'où il résulte que Dreyfus n'avait eu aucune relation avec la puissance étrangère visée dans cette dépêche ;

9° Les documents officiels qui établissent que Dreyfus n'avait aucune relation directe ou indirecte avec aucune puissance étrangère ;

10° Enfin, les protestations et les présomptions graves d'innocence, les pièces restant au dossier établissant que Dreyfus n'a jamais avoué et n'a pu avouer.

Suivent le texte de l'arrêt et la mention de la décision de l'affichage par la Chambre des députés dans sa séance du 5 juin.

André Nède.

P.-S. — Le comte Treillard a adressé au préfet de Versailles la lettre suivante :

Monsieur le préfet,

J'ai l'honneur de vous informer que je ne ferai pas afficher sur les murs de ma commune l'arrêt de la Cour de cassation renvoyant M. Alfred Dreyfus devant un nouveau Conseil de guerre.

J'estime, en effet, que l'affichage de cet arrêt, ordonné par les pouvoirs publics, n'est qu'une nouvelle concession de leur part à une faction qui poursuit systématiquement le déshonneur et la désorganisation de notre armée nationale.

J'ai l'honneur de porter autrefois l'épée ; j'appartiens encore à notre armée territoriale et je ne veux pas prêter la main à une action contre laquelle se révoltent mes sentiments de soldat et de Français.

Recevez, monsieur le préfet, l'assurance de ma haute considération.

Comte TREILLARD,

Conseiller général de Seine-et-Oise,

maire de Marolles-en-Hurepoix.

LE TRÈFLE INCARNAT DE L.-T. PIVER
PARFUM SOAVE, TENACE ET DÉLICAT

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis, hier matin, au ministère de l'intérieur, sous la présidence de M. Charles Dupuy.

Nous croyons savoir, quoique le compte rendu officiel n'en parle pas, qu'il a été question de la démission que les députés des groupes républicains de la Chambre et du Sénat ont faite auprès du président du Conseil. Les ministres ont échangé leurs vues à ce sujet et ils ont été unanimes à approuver la réponse de M. Charles Dupuy aux députés ainsi que les mesures que le président du Conseil pourra être amené à prendre pour assurer le respect des institutions républicaines.

M. Dupuy a été, naturellement, avec ses collègues du cabinet, plus explicite qu'il ne l'avait été avec les représentants des groupes, et il a très nettement envisagé toutes les éventualités qui peuvent se produire, ainsi que les mesures qu'elles devraient comporter.

Le résultat de ces délibérations ministérielles ne tardera pas, croyons-nous, à être publiquement connu.

Le Conseil a décidé de poursuivre le *Journal du Peuple* pour un article paru dans son numéro du 8 juin provoquant les soldats à la désobéissance.

M. Krantz, ministre de la guerre, a annoncé au Conseil que M. Lasies, député du Gers et lieutenant de cavalerie territoriale, était déféré à un Conseil d'enquête pour sa lettre au ministre de la guerre publiée par lui dans la *Libre Parole* du 6 juin.

On trouvera plus loin, au compte rendu de la séance, l'incident qui s'est produit à ce propos, ainsi que la majorité considérable obtenue par le ministre de la guerre pour le renvoi de toute interpellation sur ce sujet.

M. Peytral, ministre des finances, a été autorisé à déposer sur le bureau de la Chambre deux projets de loi portant : 1° Prorogation des privilèges de la Banque de l'Algérie pour une période de deux années, à partir du 1^{er} novembre 1899 ;

2° Ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1899 pour les ministères de la guerre, de la marine et des colonies.

Le Conseil a terminé l'examen du projet de loi concernant la réorganisation des services maritimes postaux entre le continent et la Corse.

On sait que cette question, depuis fort longtemps à l'étude, avait subi les retards les plus préjudiciables et que sa solution était très impatiemment attendue par le département de la Corse, ainsi qu'à Marseille et à Nice.

Nous aurons l'occasion de revenir sur le projet de loi déposé hier par M. Paul Delombre, et il est bien certain que, quoiqu'il réalise un très sensible progrès sur les précédents projets ministériels, il pourra être lui-même l'objet de certaine amélioration.

Nous ne voulons aujourd'hui que féliciter l'honorable ministre du commerce d'avoir mis sur pied une convention, ce dont les intéressés, après tant d'années d'attente, commencent à désespérer, et nous devons constater qu'avec les moyens financiers encore trop restreints que le Trésor a mis à sa disposition, M. Delombre s'est attaché à améliorer le régime actuel des communications avec l'île, au triple point de vue des services à exécuter, des vitesses à réaliser et du tarif de fret.

Le développement donné au réseau comprend :

Le doublement des services obligatoires entre Marseille et Ajaccio, ainsi qu'entre Ajaccio et Propriano ;

La création de deux nouvelles lignes entre Nice et Calvi ou l'île-Rousse, qui fonctionneront de jour et dont profiteront les nombreux touristes qu'attirent le merveilleux climat et les beaux sites de la Corse ;

Enfin, la création d'un service circulaire reliant entre eux les principaux points du littoral de la Corse et destiné à faciliter l'échange des produits locaux, ainsi que leur exportation sur le continent.

Par suite de ces modifications, la nouvelle organisation comprendra :

Deux voyages par semaine (aller et retour) entre Marseille et Ajaccio ;

Deux voyages par semaine (aller et retour) entre Marseille et Bastia ;

Un voyage par semaine (aller et retour) entre Marseille et, alternativement, Calvi ou l'île-Rousse ;

Deux voyages par semaine (aller et retour) entre Nice et, alternativement, Calvi ou l'île-Rousse ;

Un voyage par semaine (aller et retour) entre Nice et Ajaccio ;

Un voyage par semaine (aller et retour) entre Nice et Bastia ;

Trois voyages par semaine (aller et retour) entre Bastia et Livourne ;

Un voyage par semaine (aller et retour) entre Calvi ou l'île-Rousse, alternativement, Ajaccio, Propriano et Bonifacio ;

Un voyage par semaine (aller et retour) entre Ajaccio et Propriano ;

Un voyage toutes les deux semaines (aller et retour), entre Ajaccio et Porto-Torres ;

Un service côtier hebdomadaire desservant, dans l'un et l'autre sens, alternativement, les escales d'Ajaccio, Propriano, Bonifacio, Porto-Vecchio, Bastia, Macinaggio, Saint-Florent, l'île-Rousse, Calvi et Ajaccio ;

Enfin, un service commercial entre Marseille, Toulon et Nice.

La vitesse que le concessionnaire actuel est tenu de réaliser ne dépasse pas 10 nœuds 5 ; elle est de 8 nœuds seulement pour quelques parcours secondaires.

Afin d'obtenir pour l'avenir la plus grande vitesse possible sur chaque parcours, M. Paul Delombre propose à la Chambre une mesure qui constituera, en matière de services maritimes postaux, une véritable innovation : il s'agit de faire des vitesses l'objet même du concours entre les soumissionnaires, un minimum de quatorze nœuds étant garanti pour un voyage par semaine sur chacune des lignes de Marseille à Ajaccio, Marseille à Bastia et Nice à Calvi ou l'île-Rousse.

Le ministre du commerce a, d'ailleurs, l'espoir que, grâce à la concurrence, ce minimum sera sensiblement dépassé et que les vitesses offertes pour les autres parcours réaliseront sur l'état de choses existant un progrès notable.

Le cahier des charges annexé au projet de loi contient un tarif maximum des passages et des frets, établi en tenant compte des vœux du commerce de l'île et qui consacre d'importantes diminutions sur le tarif actuel, notamment pour le transport des marchandises dont l'importance, dans l'intérêt de l'avenir de la Corse, de favoriser, le plus possible, l'écoulement.

Telles sont les dispositions de cet important projet de loi qui donnera lieu très certainement à une étude très approfondie devant la Chambre. Certains oublis seront sans nul doute réparés ; on ne comprendrait pas, par exemple, que le service côtier n'eût pas une escale à Porto, le port tout désigné pour mettre, par la voie maritime, l'importante province de Vico en rapport avec Ajaccio.

D'autres points seront encore examinés, d'autres améliorations proposées pour lesquels les départements intéressés comptent par avance sur le bienveillant concours du ministre du commerce et sur le patriotisme de la Chambre.

G. Davenay.

LA STATUE DU BARON LARREY

Hier, dans l'après-midi, à eu lieu, au Val-de-Grâce, l'inauguration de la statue du baron Larrey. C'était une vraie fête pour l'admirable corps de santé militaire, représenté par un grand nombre de ses membres, et honoré par la présence de chirurgiens et de savants comme le professeur Guyon, MM. Bertrand, de l'Institut ; les docteurs Bergeron, Laborde, Polain, Reclus, Lannelongue, Pozzi, Bouchard, Paillois, Rendu, Hervieux, Valin, Marly, de l'Académie de médecine, etc.

Citons encore parmi les personnalités présentes MM. le docteur Dujardin-Beaumez, inspecteur du service de santé ; les généraux Borius et Boissonnet ; Colin, ancien médecin inspecteur ; le vice-amiral de La Jonquière, etc.

Plusieurs dames sont également là, femmes de médecins et de savants ; entre autres Mme Guyon. Non loin d'elle, Mlle Dodu, la fille adoptive du baron Larrey, le ruban de la Légion d'honneur sur la poitrine, très enroulée.

Tout autour de la statue, en demi-cercle, viennent se placer les élèves du Val-de-Grâce et une compagnie d'infirmiers.

M. le général Zurlinden, gouverneur de Paris, préside la cérémonie en remplacement du ministre de la guerre, retenu à la Chambre par l'interpellation Lasies.

A trois heures précises tombe le voile qui recouvre la statue de Larrey, et chacun de contempler la figure fine et expressive de celui qui fut un homme de grande bonté et de grand cœur, en même temps qu'un chirurgien de réelle valeur.

La statue est l'œuvre de Falguière, qui s'est bien pénétré du caractère de Larrey et la représente avec son clair regard, plein de douceur et de fermeté tout à la fois.

Les orateurs qui parlent s'attachent, tout en rendant un juste hommage au chirurgien et à l'ancien membre de l'Académie de médecine, à faire l'éloge de l'homme « d'une impeccable dignité », comme le dit le professeur Guyon.

Les discours du professeur Guyon et d'ailleurs d'une très jolie note, et, ce qui ne gâte rien, bien pensé et bien lu. Je regrette que la place me manque pour reproduire quelques extraits ; je ne puis que constater son réel succès.

Le docteur Dujardin-Beaumez, inspecteur du service de santé, retrace longuement la carrière du baron Larrey. Il évoque à la fois la mémoire du père et celle du fils, et, non sans éloquence, il fait revivre les périodes héroïques du corps de santé militaire.

C'est le général Zurlinden qui prend la parole ensuite. Il prononce seulement quelques mots pour rendre hommage à la mémoire de Larrey et faire l'éloge de la statue.

Enfin, le docteur Quelch, directeur de l'hôpital, esprit éminemment distingué, lit une page très documentée sur la chirurgie militaire et ses victoires, et naturellement les noms des deux barons Larrey y tiennent une bonne place.

Après quelques distributions de diplômes d'officiers d'Académie, le général Zurlinden, accompagné du directeur du Val-de-Grâce et des personnalités médicales qui assistaient à l'inauguration de la statue, fait une courte visite au musée du Val-de-Grâce.

Le docteur Dujardin-Beaumez montre notamment au gouverneur de Paris l'épée que Napoléon I^{er} donna au chirurgien Larrey et que le baron Larrey a léguée à l'hôpital.

A quatre heures, le général Zurlinden remonte en voiture avec un de ses officiers d'ordonnance. Tout est fini. On

quitte le Val-de-Grâce, non sans avoir salué une dernière fois Mlle Dodu, qui prodigua jusqu'à la dernière minute des soins si touchants au baron Larrey, le plus brave des braves gens, le « grand honnête homme », comme je l'entendis appeler par un des savants présents à la cérémonie.

Maurice Leudet.

LE LABORATOIRE MUNICIPAL

a prélevé de nombreux échantillons de vins pendant le mois d'avril, et ceux reconnus bons sont, comme toujours, en très petit nombre ; l'intérêt du consommateur est donc d'essayer 6 bouteilles de vin Lextra. Ce délicieux vin, supérieur à tous, est garanti sur facture naturel et non plâtré ; il coûte : le rouge 70 c., le blanc 80 c. la bouteille d'un litre, verre compris et repris pour 5 centimes, escompte 3 0/0 ; expéditions en province par 50 bouteilles. Avenue de l'Opéra, 14.

LA CHAMBRE

Jeudi 8 juin.

PETITES BAGARRES

Nous avons eu tantôt un petit commencement d'incendie ; mais on s'y attendait, et ce n'a été qu'un feu de paille.

Le président, M. Paul Deschanel, a d'abord communiqué à la Chambre une dépêche qui lui a été adressée par le président de la Chambre des députés italiennes :

A M. le président de la Chambre

des députés, Paris.

Rome, 6 juin 1899.

Sur la proposition du député Bissolati, la Chambre a autorisé le jourd'hui son président à se faire l'interprète de la profonde tristesse que lui cause l'incident déplorable dont a été victime le président Loubet, l'illustre chef de la nation amie. (Bruit à droite.) J'accueille l'ordre de la Chambre, ajoutant l'expression de mes sentiments personnels.

PALBERT,

Président de la Chambre des députés.

M. le président. — La Chambre ordonne que la dépêche dont elle vient d'entendre la lecture soit insérée au procès-verbal de la séance et déposée dans les archives.

Je transmettrai en mon nom les sentiments de reconnaissance que lui inspire ce précieux témoignage de sympathie. (Vifs applaudissements.)

Très vifs, en effet, les braves ! La nation amie a produit son effet. A ces mots : l'incident déplorable dont a été victime le président Loubet, M. de Baudry d'Asson s'est écrié : « Il le méritait bien ! » Il eût fallu s'en tenir à ce que ne pas entendre. L'état des esprits nous réservait quelque chose de plus corsé.

M. Lasies — il n'y en a plus que pour lui — demandait à interpellier le gouvernement « sur les paroles prononcées par le ministre des affaires étrangères à la séance de lundi au sujet de la dépêche Panizzardi ». Encore fallait-il fixer la date de ce débat, qu'on croyait clos. M. Delcassé est monté à la tribune et a réclamé l'ajournement :

M. Delcassé, ministre des affaires étrangères. — J'ai promis récemment à la Chambre des explications complètes sur le télégramme auquel fait allusion l'auteur de l'interpellation, qui, traduit et communiqué au ministre de la guerre dès le 10 novembre 1874, c'est-à-dire quarante jours avant le procès, a été maintenu sans variation, tel qu'il figure dans le procès-verbal du 27 avril dernier, signé par les députés du ministère de la guerre, dont j'ai donné lecture à la Chambre. (Applaudissements à gauche et au centre.)

Je n'ai donc pas un mot à ajouter, ne voyant pas quel bien pourrait sortir d'un nouveau débat et y voyant, au contraire, des inconvénients dont ni le gouvernement ni la Chambre, j'en suis convaincu, ne peuvent prendre aisément leur part. (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.)

Ce n'était pas l'affaire de M. Lasies, dont la combativité naturelle se plaçait au corps à corps immédiats. Sentant très bien que l'ajournement serait prononcé, le député nationaliste du Gers a fait tous ses efforts pour discuter son interpellation sous prétexte d'en fixer la date ; mais les interruptions de la majorité et la vigilance du président l'ont arrêté sur cette pente, et il en est résulté un colloque très animé auquel plusieurs députés ont pris part :

M. Lasies. — M. le ministre des affaires étrangères vient de dire que le ministre de la guerre Panizzardi doit être clos par le procès-verbal qu'il a lu à cette tribune, et qui est signé de M. Paléologue, du général Chamois et du commandant Guignot.

Il est exact que ce procès-verbal a été signé par ces trois personnes et qu'elles ont déclaré que la traduction qui avait été acceptée était la traduction exacte de la copie présentée... (Bruit à l'extrême gauche et à gauche.)

M. Périllier. — Vous l'avez nié assez longtemps.

M. Lasies. — N'allongez pas le débat. (On rit.) Ces trois personnes ont déclaré que la traduction était conforme à la pièce communiquée par M. le ministre des affaires étrangères, pièce qui était la copie du procès-verbal Panizzardi. (Bruit sur un grand nombre de bancs à gauche.)

M. le président. — Je vous rappelle, M. Lasies, que vous avez la parole sur la fixation de la date.

M. Lasies. — Je réponds à M. le ministre des affaires étrangères.

M. le président. — M. le ministre des affaires étrangères est monté à la tribune pour demander, comme c'était son droit, l'ajournement de l'interpellation. C'est là-dessus seulement que je puis vous donner la parole. (Très bien ! très bien !)

M. Lasies. — Le ministre a parlé sur le fond de l'affaire ; je prendrais avoir le même droit. (Vives interruptions à l'extrême gauche et à gauche.)

M. le président. — M. le ministre a expliqué les raisons pour lesquelles il demandait l'ajournement. (Très bien ! très bien !)

M. Lasies. — Vous avez permis au ministre d'expliquer pourquoi il fallait ajourner le débat. Je demande à exposer les raisons pour lesquelles je réclame la discussion immédiate. (Bruit à gauche.)

M. le président. — Respectez le droit de notre collègue, messieurs ; il n'a pas plus loin qu'il ne faut.

M. Lasies. — J'en appelle à la loyauté de M. le ministre. Il sera le premier à prier la Chambre de m'écouter.

Co-propos-verbal... (Interruptions à l'extrême gauche.)

Je continuais... je ne descendrai pas de la tribune. (Nouvelles interruptions.)

M. le président. — L'orateur ne continuera qu'autant que je le lui permettrai. (Très bien ! très bien !)

M. Lasies. — Je prie la Chambre d'écouter ses explications sur la fixation de la date, et rien que sur la fixation de la date. (Bruit à droite.)

L'insistance de M. Lasies impatientait visiblement les quatre cinquièmes de la

Chambre ; mais on avait en face de soi un homme qui ne lâche pas facilement le morceau. Il se cramponnait à la tribune, affirmant qu'au procès-verbal in-voqué par M. Delcassé étaient joints d'autres procès-verbaux « contenant des réserves sur l'authenticité de la pièce présentée par le ministre ». Devant ce parti-pris d'entrer dans le fond du débat, M. Paul Deschanel a dû intervenir, ce qui a changé en colère le député déjà très excité de M. Lasies :

M. le président. — Je vous rappelle à la question.

M. Lasies. — Quand M. le ministre a lu le procès-verbal signé par MM. Chamois, Paléologue... (Bruit.)

M. le président. — Vous touchez au fond du débat. Si vous persistez, je consulterai la Chambre sur le point de savoir si la parole doit vous être maintenue. (Applaudissements au centre et à gauche. — Exclamations à droite.)

M. Lasies. — Vous êtes un académicien sectaire, monsieur le président. (Interruption.)

Il s'agit de savoir si la tribune est libre pour les uns et si elle ne l'est pas pour les autres. Applaudissements à droite. — Bruit à gauche.

M. de Baudry d'Asson. — M. le ministre a parlé sur le fond. M. Lasies a le droit de répondre.

M. Lasies. — Je ne comprends pas, messieurs, que vous ne respectiez pas la liberté de la tribune lorsque vos adversaires s'y trouvent. Cela prouve qu'ils vous gênent. (Exclamations à gauche.)

M. le président. — Veuillez parler sur la date. Je vous en avertis de nouveau.

M. Lasies. — Je suis dans la question. Je demande la discussion immédiate pour prouver que M. le ministre des affaires étrangères a tenu la parole en lisant ici des pièces incomplètes. (Interruptions.)

Je demande à M. le ministre lui-même si sa dignité personnelle ne lui commande pas de réclamer la discussion immédiate. S'il ne le fait pas, cela prouve que les accusations que nous voulons porter ici sont bien fondées. (Vives interruptions à gauche. — Bruit.)

et nous aurons le droit de lui dire qu'il veut ramener Dreyfus dans les saisons de la diplomatie étrangère. (Interruptions à gauche. Applaudissements à droite. — Bruit.)

L'ajournement de l'interpellation a été voté à mains levées, sans opposition appréciable. M. Lasies a protesté par quelques aigreurs qui lui ont valu un rappel à l'ordre, et l'agitation semblait calmée lorsque M. Firmin Faure, député antisémite d'Oran, a déposé une nouvelle interpellation, précisément sur le cas de M. Lasies déféré à un Conseil d'enquête, comme officier de territoriale, par le ministre de la guerre.

La même scène s'est reproduite, presque sans variantes. M. Krantz a demandé le renvoi à un mois :

M. Camille Krantz, ministre de la guerre. — J'ai eu hier le devoir, en ma qualité de chef de l'armée (Exclamations ironiques à droite. — Vifs applaudissements à gauche.) de prescrire une enquête contre un officier de cavalerie territoriale qui a écrit et publié un article injurieux pour son chef militaire.

M. le marquis de Kerourat. — C'était son droit ! (Vives réclamations à gauche.)

M. le président. — Je vous rappelle à l'ordre. (Interruptions à droite. — Bruit.)

M. le ministre de la guerre. — La mesure que j'ai prise, en vertu du décret du 31 mai 1878 sur l'état des officiers de la réserve et de l'armée territoriale, ne me permet pas de répondre à l'interpellation avant que le Conseil d'enquête ait prononcé. Je demande donc à la Chambre d'ajourner à un mois la discussion de l'interpellation. (Bruit à droite.)

M. le ministre de la guerre. — Et j'exprime le regret que le règlement ne permette pas au ministre de la guerre de demander un ajournement plus éloigné encore, quand il s'agit d'une question disciplinaire et de la défense de notre armée contre ses pires ennemis. (Vifs applaudissements prolongés à gauche et sur un grand nombre de bancs au centre.)

« La défense de l'armée contre ses pires ennemis ! » Adressé aux nationalistes, le mot a dû leur paraître dur ; mais il a valu au ministre un succès souligné par deux longues salves d'applaudissements. Il semblait que la majorité républicaine eût enfin trouvé son homme. Ce petit protestant roux, qui s'appelle Camille Krantz, n'est pas, de sa nature, un provocateur ; mais, quand on l'agrippe, il n'y a pas de main morte. M. Lasies était furieux. Son premier rappel à l'ordre a été suivi d'un second, avec inscription au procès-verbal, pénalité qui occupe déjà un assez bon rang dans l'échelle des répressions parlementaires.

M. Firmin Faure, qui n'avait la parole que sur la date de la discussion, a essayé, lui aussi, d'entrer dans le vif. Il sommait la Chambre de dire, sans retard, si un ministre de la guerre avait le droit de déférer un député à un Conseil d'enquête, et il a fini son petit discours par une menace peu voilée : « Comme vous ferez, messieurs, nous ferons ! » Ce n'était pas le moyen d'amadouer son auditoire.

L'ajournement a été voté par 401 voix contre 66, au milieu d'un tumulte provoqué par une nouvelle attaque de M. Lasies : « Très bien, mes collègues, vous êtes des lâches. Oui, vous êtes des lâches ! » Vous voyez d'ici le tableau. Par bonheur, M. Lasies a cédé à un bon mouvement et retiré sa fleurette. Autrement, il allait rejoindre M. de Lagen-taye :

M. le président. — Conformément au règlement, la parole à M. Lasies n'est plus d'ordre. Et d'abord, je l'invite à retirer la parole dont il s'est servi tout à l'heure.

M. Lasies. — Je n'ai pu, tout à l'heure, retenir mon indignation quand j'ai vu une partie de la Chambre vouloir empêcher de parler un collègue qui venait prendre la défense d'un autre collègue.

Je croyais, depuis le commencement de cette législature, avoir droit à l'estime même de mes adversaires, que j'ai combattus plus en soldat qu'en politicien, drapeau déployé.

Il me semble donc que, lorsque j'étais à la tribune, je pouvais compter sur votre indulgence. Lorsque, tout à l'heure, j'ai prononcé le mot de « lâches », je reconnais qu'on ne peut pas se passer de cette épithète à une collectivité.

Par conséquent, je retire purement et simplement la parole que j'ai prononcée ; mais permettez-moi de vous dire que dans cette Chambre toute discussion deviendra impossible si la liberté complète de la parole n'est pas laissée aux orateurs. (Mouvements divers.)

Après ces joyeux préliminaires, on a pu enfin aborder l'ordre du jour, c'est-à-dire cette éternelle loi sur les accidents. M. Mirman a lu un rapport qui spécifie les cas où les ouvriers de l'agriculture peuvent en bénéficier, et alors les demandes d'explications, les observations de détail sont tombées sur lui, comme une averse, de tous les côtés de la Chambre.

C'était à qui réclamerait un éclaircissement et on a pu craindre un moment que la bouteille à l'encre de vendredi dernier ne renouvelât son gâchis. La dispute s'échauffait entre les impatients qui voulaient que la loi fût votée à tout

prix et les méticuleux qui tenaient à en corriger les défauts.

Il était simple, il était logique d'incorporer la disposition nouvelle, relative aux agriculteurs, dans la loi générale sur les accidents, dont elle fait naturellement partie, dont elle n'est, pour ainsi dire, qu'un amendement. Mais cette procédure, conforme au bon sens, choquait ceux qui attribuent à la loi sur les accidents un caractère sacro-saint ; ils appréhendaient qu'elle n'en reçût une première atteinte, suivie bientôt de plusieurs autres.

Cette inquiétude a triomphé. Le ministre du commerce — philosophe à bascule — a eu peur qu'en donnant au monde agricole une satisfaction légitime, on n'inquiétât le monde ouvrier. Bref, de la proposition qui limite les responsabilités de l'agriculture en cas d'accident, on a fait une loi spéciale. Au lieu d'une loi, on en a fabriqué deux ; abondance de biens perd nuire.

La Chambre n'a pas perdu sa journée. La loi sur les accidents n'étant applicable qu'au 1^{er} juillet, elle a décidé que les indemnités aux ouvriers blessés pendant le mois de juin seraient payées par l'Etat. Le contribuable a bon dos !

Enfin, on a voté une loi qui revenait du Sénat, une petite loi qui n'a l'air de rien, mais qui se recommande au moins par son actualité. Il s'agit d'étendre à la procédure devant les Conseils de guerre les dispositions de la loi Constans, relative à l'instruction préalable. On sait quelles précieuses garanties cette loi assure aux prévenus. Le rapporteur, la trouvant incomplète, entendait qu'on la remaniât.

M. Viviani, soutenu par le ministre de la justice, M. Lebret, a insisté pour qu'on l'adoptât telle quelle. La compléter c'était l'ajourner, c'était en retirer le bénéfice au lieutenant-colonel du Paty de Clam et au capitaine Dreyfus.

La Chambre a voulu qu'elle leur profitât.

Pas-Perdus.

CONCOURS DE PHOTOGRAPHIE

à Ablon, au Parc de la Faisanderie

Sur le désir d'un grand nombre de concurrents, le délai pour la remise des épreuves photographiques a été prorogé jusqu'au jeudi 15 juin inclusivement ; outre les 4.500 francs de prix annoncés, d'agréables surprises ont été ménagées aux vainqueurs.

Ce concours promet d'être particulièrement intéressant, car les parties boisées et les jolis sites abondent dans le Parc de la Faisanderie et en font un lieu ravissant. Rappelons que l'on y trouve des terrains au prix de 3 fr. 50 le mètre, et que le transfert de la Gare d'Orléans au Quai d'Orsay, en les mettant à 15 minutes seulement du centre de Paris, leur assure, à bref délai, une plus-value certaine. S'adresser sur place à Ablon, ou à Paris, 61, rue des Petits-Champs.

NOTES D'UN PARISIEN

Voilà encore la bonne petite scie de l'eau de source qui recommence. Tous les ans, c'est la même histoire, et la cérémonie est réglée comme un papier à musique. Dès les premières chaleurs, l'administration fait insérer une petite note dans les journaux, dans laquelle elle adresse de sévères remontrances aux Parisiens coupables de consommer trop d'eau pour leur toilette. A l'en croire, il ne faudrait se laver qu'en hiver.

Or, c'est tout justement en été qu'il a le plus envie

Gazette des Tribunaux

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE : Le divorce Esterhazy. — Trois ministres assignés. — NOUVELLES JUDICIAIRES.

Ainsi que nous l'avons annoncé, la 1^{re} Chambre civile, présidée par M. Baudouin, a rendu hier un jugement par défaut dans l'instance en divorce dirigée par Mme Esterhazy contre son mari.

Conformément aux conclusions déposées par M^{re} Robinet de Cléry, avocat de la malheureuse femme, le Tribunal relève, d'abord, les relations anciennes du commandant avec Mlle Pays et leur vie en commun.

Les magistrats constatent, au surplus, que dans une circonstance, alors qu'il se trouvait à Saint-Jean-de-Dieu, Esterhazy n'a pas pris les mesures suffisantes pour éviter une rencontre entre l'une de ses filles et sa maîtresse.

Enfin, outre les publications dans lesquelles Esterhazy reconnaît et affiche ses relations avec Mlle Pays, le Tribunal retient, pour les apprécier sévèrement, les lettres adressées à M. Jules Roche, où le commandant « parle de son épouse d'une façon aussi fautive que blessante ».

Par ces motifs, le divorce est prononcé au profit de Mme Esterhazy à qui les deux fillettes sont confiées.

Le jugement porte qu'une pension de 600 francs par mois devra être servie par le commandant à sa femme.

Ajoutons qu'Esterhazy a rempli récemment cette obligation, à lui notifiée, il y a quelques semaines, par une première ordonnance du Tribunal.

M. Georges Lechartier, ancien négociant à Tananarive, a été victime d'une méseventure assez spéciale qui lui vient de soumettre à l'examen de la 1^{re} Chambre civile.

Il avait fondé, en 1880, dans cette ville, une maison d'importation et d'exportation.

Au mois de septembre 1894, chargé d'une mission, M. Lechartier repartit, avant de partir, de remettre son inventaire au bureau de la résidence générale, et les scellés furent apposés sur les marchandises.

Sur ces entrefaites, les Hovas s'introduisirent dans la propriété de M. Lechartier, la mirent au pillage et transportèrent les marchandises au palais du premier ministre Rainilaiarivony.

Elles ne devaient point y séjourner longtemps, car les Français, sous le commandement du général Duchesne, entraient, un beau jour, dans le palais ministériel et y trouvaient le butin. Une partie des denrées et objets divers fut distribuée aux troupes, et le surplus remis à M. le résident général Laroche qui les fit vendre.

Aujourd'hui, M. Georges Lechartier assigne le ministre des affaires étrangères, le ministre des colonies et le ministre de la guerre devant la 1^{re} Chambre du Tribunal civil de la Seine, en restitution des marchandises perdues ou, à leur défaut, d'une somme de 276,316 fr. et des centimes.

Après des plaidoiries contradictoires de M^{re} Millard pour M. Lechartier et de M^{re} Lacombe, Mathiot et Ledebert au nom des ministères, les magistrats se sont déclarés incompétents en la matière, « attendu, dit le jugement, que l'acte du général Duchesne constituerait, à raison même des circonstances et de l'époque à laquelle il s'est produit, un fait de guerre caractérisé ».

Le jugement constate, en outre, que le général Duchesne s'est purement et simplement conformé aux circulaires du ministre de la guerre en réquisitionnant une partie des denrées pour assurer la subsistance de ses troupes.

Le gendarme est sans pitié ! Trois des manifestants de la bagarre qui se produisit mardi dernier, à Bab-el-Oued, au passage de l'escorte de M. Max Régis, avaient été retenus par le Parquet sous l'inculpation de jet de pierres et d'insultes aux gendarmes en service commandé.

Ils comparaissent hier devant le Tribunal correctionnel d'Alger.

Au cours de l'audience, un incident s'est produit au moment où le gendarme qui avait tiré à balle sur l'un des prévenus achevait sa déposition.

— Je n'ai pu malheureusement l'atteindre, venait-il de dire textuellement.

Aussitôt, M^{re} Daniel Sarrin, avocat des manifestants, fit poser au témoin la question suivante :

— Regrettez-vous de ne pas avoir touché celui que vous visiez ?

— Oui, je le regrette ! répondit le témoin.

M^{re} Sarrin déclara alors qu'au nom de son client, il intentait une action à l'auteur, peut-être inconscient, de ces révoltants propos.

De son côté le Tribunal, se jugeant insuffisamment éclairé, a ordonné, pour les trois prévenus, un supplément d'information.

Notre correspondant d'Alger nous fera connaître la suite de ce curieux incident.

George Grippon.

Le départ est fixé au samedi 17, à 9 h. 20 du soir ; l'arrivée à Domrémy, à 5 h. 39 du matin.

Le premier groupe rentrera à Paris le lundi, à 5 h. 26 du matin ; le second groupe, le même jour, à 3 h. 37 de l'après-midi.

Prix : aller et retour (repas compris), 20 classe, 35 fr. ; 3^e classe, 25 fr.

On trouvera des billets de pèlerinage jusqu'au mardi 13 juin, au Comité de Jeanne d'Arc, 35, rue de Grenelle ; chez les Pères ermites, 75, rue Denfert-Rochereau ; au bureau de l'archiconfrérie de Notre-Dame des Victoires et au bureau de la basilique du Sacré-Cœur, à Montmartre.

Ce pèlerinage est organisé par les soins du Comité de Jeanne d'Arc, 35, rue de Grenelle, Paris.

Banquet. — Demain soir, à huit heures, 145, galerie du Palais-Royal, aura lieu le banquet du syndicat des porteurs de journaux, sous la présidence de M. Bellan, syndic du Conseil municipal.

Ce banquet sera suivi d'un concert et d'un bal.

Figaro à la Bourse

On est faible aujourd'hui encore, et c'est toujours la Conférence de Bloemfontein qui en est cause. Si du moins on savait exactement ce qu'elle a dans le ventre, cette Conférence de Bloemfontein ! Mais on ne sait rien du tout, et c'est une bouteille à l'encre au fond de laquelle s'agitent confusément des appréciations contradictoires, des conjectures diverses et des commentaires plus ou moins sangrènes.

Quoi qu'il en soit, cette histoire transvaalienne pèse lourdement sur le Stock Exchange, et, par extension, sur notre propre marché. Conformément à l'usage, les différences ne sont pas bien fortes ; mais elles sont à peu près générales et cette succession de moins-values à jet continu donne à la Bourse un aspect de mauvaise humeur dont on se passerait bien. Il est vrai que si l'on avait pas le Transvaal, il y aurait autre chose : car quel temps fut jamais plus fertile en motifs, sinon d'appréhensions, du moins de réserve ? C'est ainsi que, dès maintenant, il y a beaucoup de gens qui sont parfaitement résolus à ne rien faire avant que de savoir comment les choses se passeront dimanche.

Nos rentes, par esprit de contradiction sans doute, ont une assez bonne tenue. Le 3 0/0 ne perd que 2 centimes à 102 40 après 102. Le 3 1/2 0/0, plus languissant, reste à 102 67, soit, à 5 centimes près, à son cours d'hier. Au comptant, variation de 5 centimes, en plus pour le 3 0/0, en moins pour le 3 1/2 0/0.

L'Extérieur devient d'une sagesse exemplaire : pas plus de 50 centimes entre ses cours extrêmes, et une diminution de 40 centimes seulement sur hier, à 63 35. L'Italien perd 25 centimes à 96 25. Le Turc C est immobile à 27 50, mais le D recule de 5 centimes à 23 45, et la Banque ottomane de 2 francs à 589. Baisse de 50 et de 30 centimes sur le 4 0/0 brésilien à 67 50 et le 5 0/0 à 75 45. La Minas Geraes reste sans changement à 885.

Toujours sans grandes affaires, les établissements de crédit et de banque ne perdent rien. La Banque de Paris fait 1 435, le Crédit Lyonnais 970, la Société générale 608, la Banque spéciale des valeurs industrielles 325 50, la Banque internationale 645. Au comptant, le Comptoir d'escompte gagne 4 fr. à 620.

Le Lyon à 1 906 et l'Orléans à 1 785 perdent 41 et 6 francs. Ils n'ont, l'un et l'autre, coté qu'un seul cours.

Le Suez perd 30 francs à 3 670, la Tractiion 5 francs à 395, le Gaz et les Métaux auvent à 4 300 et à 601. La Thomson-Houston, recule de 18 fr. à 1 542, le Rio Tinto 10 francs à 1 412 après 1 455 et 1 421. La De Beers est plus faible à 727, et la Sosnovice daigne subir une légère diminution de 25 francs à 2 675.

Le grand prix Gobert, de 9,000 francs, a été décerné au P. Baudrillard, de l'Oratoire, pour son ouvrage sur les Relations de la Cour de France avec l'Espagne au dix-septième siècle.

Le 2^e prix, d'une valeur de 1,000 francs, à M. Le Haucourt, sur ses travaux sur le siège de Paris.

Le Prix Thérouanne a été divisé ainsi qu'il suit : 1,000 francs à M. Taphanel, auteur de La Baunelle et Saint-Cyr ;

1,000 francs à M. l'abbé Marin, auteur de Les Moines de Constantinople au troisième au sixième siècle ;

500 francs à M. Gosselin Lenôtre, auteur de La Rouerie ;

500 francs à M. Frantz Funck-Brentano, pour ses légendes et archives de la Bastille ;

500 francs à M. Marion, pour son travail sur le due d'Aiguillon ;

Et, enfin, 500 francs à M. Cottin, pour son ouvrage sur le siège de Toulon.

La Maison de famille. — L'Assemblée générale annuelle de la Société aura lieu dimanche, à deux heures, à la Maison de famille, 19, rue de Crillon (entrée 2 bis, rue de Mornay).

La séance sera présidée par M. l'abbé Grandjeux, chanoine honoraire, curé de Saint-Paul-Saint-Louis. Le rapport sur les travaux de la Société sera présenté par M. Housset, vice-président de la Société.

Pèlerinage. — Un pèlerinage à Domrémy, en l'honneur de Jeanne d'Arc, aura lieu le dimanche 18 juin.

Le départ est fixé au samedi 17, à 9 h. 20 du soir ; l'arrivée à Domrémy, à 5 h. 39 du matin.

Le premier groupe rentrera à Paris le lundi, à 5 h. 26 du matin ; le second groupe, le même jour, à 3 h. 37 de l'après-midi.

Prix : aller et retour (repas compris), 20 classe, 35 fr. ; 3^e classe, 25 fr.

On trouvera des billets de pèlerinage jusqu'au mardi 13 juin, au Comité de Jeanne d'Arc, 35, rue de Grenelle ; chez les Pères ermites, 75, rue Denfert-Rochereau ; au bureau de l'archiconfrérie de Notre-Dame des Victoires et au bureau de la basilique du Sacré-Cœur, à Montmartre.

Ce pèlerinage est organisé par les soins du Comité de Jeanne d'Arc, 35, rue de Grenelle, Paris.

Banquet. — Demain soir, à huit heures, 145, galerie du Palais-Royal, aura lieu le banquet du syndicat des porteurs de journaux, sous la présidence de M. Bellan, syndic du Conseil municipal.

Ce banquet sera suivi d'un concert et d'un bal.

Figaro à la Bourse

On est faible aujourd'hui encore, et c'est toujours la Conférence de Bloemfontein qui en est cause. Si du moins on savait exactement ce qu'elle a dans le ventre, cette Conférence de Bloemfontein ! Mais on ne sait rien du tout, et c'est une bouteille à l'encre au fond de laquelle s'agitent confusément des appréciations contradictoires, des conjectures diverses et des commentaires plus ou moins sangrènes.

Quoi qu'il en soit, cette histoire transvaalienne pèse lourdement sur le Stock Exchange, et, par extension, sur notre propre marché. Conformément à l'usage, les différences ne sont pas bien fortes ; mais elles sont à peu près générales et cette succession de moins-values à jet continu donne à la Bourse un aspect de mauvaise humeur dont on se passerait bien. Il est vrai que si l'on avait pas le Transvaal, il y aurait autre chose : car quel temps fut jamais plus fertile en motifs, sinon d'appréhensions, du moins de réserve ? C'est ainsi que, dès maintenant, il y a beaucoup de gens qui sont parfaitement résolus à ne rien faire avant que de savoir comment les choses se passeront dimanche.

Nos rentes, par esprit de contradiction sans doute, ont une assez bonne tenue. Le 3 0/0 ne perd que 2 centimes à 102 40 après 102. Le 3 1/2 0/0, plus languissant, reste à 102 67, soit, à 5 centimes près, à son cours d'hier. Au comptant, variation de 5 centimes, en plus pour le 3 0/0, en moins pour le 3 1/2 0/0.

L'Extérieur devient d'une sagesse exemplaire : pas plus de 50 centimes entre ses cours extrêmes, et une diminution de 40 centimes seulement sur hier, à 63 35. L'Italien perd 25 centimes à 96 25. Le Turc C est immobile à 27 50, mais le D recule de 5 centimes à 23 45, et la Banque ottomane de 2 francs à 589. Baisse de 50 et de 30 centimes sur le 4 0/0 brésilien à 67 50 et le 5 0/0 à 75 45. La Minas Geraes reste sans changement à 885.

Toujours sans grandes affaires, les établissements de crédit et de banque ne perdent rien. La Banque de Paris fait 1 435, le Crédit Lyonnais 970, la Société générale 608, la Banque spéciale des valeurs industrielles 325 50, la Banque internationale 645. Au comptant, le Comptoir d'escompte gagne 4 fr. à 620.

Le Lyon à 1 906 et l'Orléans à 1 785 perdent 41 et 6 francs. Ils n'ont, l'un et l'autre, coté qu'un seul cours.

Le Suez perd 30 francs à 3 670, la Tractiion 5 francs à 395, le Gaz et les Métaux auvent à 4 300 et à 601. La Thomson-Houston, recule de 18 fr. à 1 542, le Rio Tinto 10 francs à 1 412 après 1 455 et 1 421. La De Beers est plus faible à 727, et la Sosnovice daigne subir une légère diminution de 25 francs à 2 675.

Le grand prix Gobert, de 9,000 francs, a été décerné au P. Baudrillard, de l'Oratoire, pour son ouvrage sur les Relations de la Cour de France avec l'Espagne au dix-septième siècle.

Le 2^e prix, d'une valeur de 1,000 francs, à M. Le Haucourt, sur ses travaux sur le siège de Paris.

Le Prix Thérouanne a été divisé ainsi qu'il suit : 1,000 francs à M. Taphanel, auteur de La Baunelle et Saint-Cyr ;

1,000 francs à M. l'abbé Marin, auteur de Les Moines de Constantinople au troisième au sixième siècle ;

500 francs à M. Gosselin Lenôtre, auteur de La Rouerie ;

500 francs à M. Frantz Funck-Brentano, pour ses légendes et archives de la Bastille ;

500 francs à M. Marion, pour son travail sur le due d'Aiguillon ;

Et, enfin, 500 francs à M. Cottin, pour son ouvrage sur le siège de Toulon.

La Maison de famille. — L'Assemblée générale annuelle de la Société aura lieu dimanche, à deux heures, à la Maison de famille, 19, rue de Crillon (entrée 2 bis, rue de Mornay).

La séance sera présidée par M. l'abbé Grandjeux, chanoine honoraire, curé de Saint-Paul-Saint-Louis. Le rapport sur les travaux de la Société sera présenté par M. Housset, vice-président de la Société.

Pèlerinage. — Un pèlerinage à Domrémy, en l'honneur de Jeanne d'Arc, aura lieu le dimanche 18 juin.

Le départ est fixé au samedi 17, à 9 h. 20 du soir ; l'arrivée à Domrémy, à 5 h. 39 du matin.

Le premier groupe rentrera à Paris le lundi, à 5 h. 26 du matin ; le second groupe, le même jour, à 3 h. 37 de l'après-midi.

Prix : aller et retour (repas compris), 20 classe, 35 fr. ; 3^e classe, 25 fr.

On trouvera des billets de pèlerinage jusqu'au mardi 13 juin, au Comité de Jeanne d'Arc, 35, rue de Grenelle ; chez les Pères ermites, 75, rue Denfert-Rochereau ; au bureau de l'archiconfrérie de Notre-Dame des Victoires et au bureau de la basilique du Sacré-Cœur, à Montmartre.

Ce pèlerinage est organisé par les soins du Comité de Jeanne d'Arc, 35, rue de Grenelle, Paris.

Banquet. — Demain soir, à huit heures, 145, galerie du Palais-Royal, aura lieu le banquet du syndicat des porteurs de journaux, sous la présidence de M. Bellan, syndic du Conseil municipal.

Ce banquet sera suivi d'un concert et d'un bal.

Figaro à la Bourse

On est faible aujourd'hui encore, et c'est toujours la Conférence de Bloemfontein qui en est cause. Si du moins on savait exactement ce qu'elle a dans le ventre, cette Conférence de Bloemfontein ! Mais on ne sait rien du tout, et c'est une bouteille à l'encre au fond de laquelle s'agitent confusément des appréciations contradictoires, des conjectures diverses et des commentaires plus ou moins sangrènes.

Quoi qu'il en soit, cette histoire transvaalienne pèse lourdement sur le Stock Exchange, et, par extension, sur notre propre marché. Conformément à l'usage, les différences ne sont pas bien fortes ; mais elles sont à peu près générales et cette succession de moins-values à jet continu donne à la Bourse un aspect de mauvaise humeur dont on se passerait bien. Il est vrai que si l'on avait pas le Transvaal, il y aurait autre chose : car quel temps fut jamais plus fertile en motifs, sinon d'appréhensions, du moins de réserve ? C'est ainsi que, dès maintenant, il y a beaucoup de gens qui sont parfaitement résolus à ne rien faire avant que de savoir comment les choses se passeront dimanche.

Nos rentes, par esprit de contradiction sans doute, ont une assez bonne tenue. Le 3 0/0 ne perd que 2 centimes à 102 40 après 102. Le 3 1/2 0/0, plus languissant, reste à 102 67, soit, à 5 centimes près, à son cours d'hier. Au comptant, variation de 5 centimes, en plus pour le 3 0/0, en moins pour le 3 1/2 0/0.

L'Extérieur devient d'une sagesse exemplaire : pas plus de 50 centimes entre ses cours extrêmes, et une diminution de 40 centimes seulement sur hier, à 63 35. L'Italien perd 25 centimes à 96 25. Le Turc C est immobile à 27 50, mais le D recule de 5 centimes à 23 45, et la Banque ottomane de 2 francs à 589. Baisse de 50 et de 30 centimes sur le 4 0/0 brésilien à 67 50 et le 5 0/0 à 75 45. La Minas Geraes reste sans changement à 885.

Toujours sans grandes affaires, les établissements de crédit et de banque ne perdent rien. La Banque de Paris fait 1 435, le Crédit Lyonnais 970, la Société générale 608, la Banque spéciale des valeurs industrielles 325 50, la Banque internationale 645. Au comptant, le Comptoir d'escompte gagne 4 fr. à 620.

Le Lyon à 1 906 et l'Orléans à 1 785 perdent 41 et 6 francs. Ils n'ont, l'un et l'autre, coté qu'un seul cours.

Le Suez perd 30 francs à 3 670, la Tractiion 5 francs à 395, le Gaz et les Métaux auvent à 4 300 et à 601. La Thomson-Houston, recule de 18 fr. à 1 542, le Rio Tinto 10 francs à 1 412 après 1 455 et 1 421. La De Beers est plus faible à 727, et la Sosnovice daigne subir une légère diminution de 25 francs à 2 675.

Le grand prix Gobert, de 9,000 francs, a été décerné au P. Baudrillard, de l'Oratoire, pour son ouvrage sur les Relations de la Cour de France avec l'Espagne au dix-septième siècle.

Le 2^e prix, d'une valeur de 1,000 francs, à M. Le Haucourt, sur ses travaux sur le siège de Paris.

Le Prix Thérouanne a été divisé ainsi qu'il suit : 1,000 francs à M. Taphanel, auteur de La Baunelle et Saint-Cyr ;

1,000 francs à M. l'abbé Marin, auteur de Les Moines de Constantinople au troisième au sixième siècle ;

500 francs à M. Gosselin Lenôtre, auteur de La Rouerie ;

500 francs à M. Frantz Funck-Brentano, pour ses légendes et archives de la Bastille ;

500 francs à M. Marion, pour son travail sur le due d'Aiguillon ;

Et, enfin, 500 francs à M. Cottin, pour son ouvrage sur le siège de Toulon.

La Maison de famille. — L'Assemblée générale annuelle de la Société aura lieu dimanche, à deux heures, à la Maison de famille, 19, rue de Crillon (entrée 2 bis, rue de Mornay).

La séance sera présidée par M. l'abbé Grandjeux, chanoine honoraire, curé de Saint-Paul-Saint-Louis. Le rapport sur les travaux de la Société sera présenté par M. Housset, vice-président de la Société.

Pèlerinage. — Un pèlerinage à Domrémy, en l'honneur de Jeanne d'Arc, aura lieu le dimanche 18 juin.

Le départ est fixé au samedi 17, à 9 h. 20 du soir ; l'arrivée à Domrémy, à 5 h. 39 du matin.

Le premier groupe rentrera à Paris le lundi, à 5 h. 26 du matin ; le second groupe, le même jour, à 3 h. 37 de l'après-midi.

Prix : aller et retour (repas compris), 20 classe, 35 fr. ; 3^e classe, 25 fr.

On trouvera des billets de pèlerinage jusqu'au mardi 13 juin, au Comité de Jeanne d'Arc, 35, rue de Grenelle ; chez les Pères ermites, 75, rue Denfert-Rochereau ; au bureau de l'archiconfrérie de Notre-Dame des Victoires et au bureau de la basilique du Sacré-Cœur, à Montmartre.

Ce pèlerinage est organisé par les soins du Comité de Jeanne d'Arc, 35, rue de Grenelle, Paris.

Banquet. — Demain soir, à huit heures, 145, galerie du Palais-Royal, aura lieu le banquet du syndicat des porteurs de journaux, sous la présidence de M. Bellan, syndic du Conseil municipal.

Ce banquet sera suivi d'un concert et d'un bal.

Figaro à la Bourse

On est faible aujourd'hui encore, et c'est toujours la Conférence de Bloemfontein qui en est cause. Si du moins on savait exactement ce qu'elle a dans le ventre, cette Conférence de Bloemfontein ! Mais on ne sait rien du tout, et c'est une bouteille à l'encre au fond de laquelle s'agitent confusément des appréciations contradictoires, des conjectures diverses et des commentaires plus ou moins sangrènes.

Quoi qu'il en soit, cette histoire transvaalienne pèse lourdement sur le Stock Exchange, et, par extension, sur notre propre marché. Conformément à l'usage, les différences ne sont pas bien fortes ; mais elles sont à peu près générales et cette succession de moins-values à jet continu donne à la Bourse un aspect de mauvaise humeur dont on se passerait bien. Il est vrai que si l'on avait pas le Transvaal, il y aurait autre chose : car quel temps fut jamais plus fertile en motifs, sinon d'appréhensions, du moins de réserve ? C'est ainsi que, dès maintenant, il y a beaucoup de gens qui sont parfaitement résolus à ne rien faire avant que de savoir comment les choses se passeront dimanche.

Nos rentes, par esprit de contradiction sans doute, ont une assez bonne tenue. Le 3 0/0 ne perd que 2 centimes à 102 40 après 102. Le 3 1/2 0/0, plus languissant, reste à 102 67, soit, à 5 centimes près, à son cours d'hier. Au comptant, variation de 5 centimes, en plus pour le 3 0/0, en moins pour le 3 1/2 0/0.

L'Extérieur devient d'une sagesse exemplaire : pas plus de 50 centimes entre ses cours extrêmes, et une diminution de 40 centimes seulement sur hier, à 63 35. L'Italien perd 25 centimes à 96 25. Le Turc C est immobile à 27 50, mais le D recule de 5 centimes à 23 45, et la Banque ottomane de 2 francs à 589. Baisse de 50 et de 30 centimes sur le 4 0/0 brésilien à 67 50 et le 5 0/0 à 75 45. La Minas Geraes reste sans changement à 885.

Toujours sans grandes affaires, les établissements de crédit et de banque ne perdent rien. La Banque de Paris fait 1 435, le Crédit Lyonnais 970, la Société générale 608, la Banque spéciale des valeurs industrielles 325 50, la Banque internationale 645. Au comptant, le Comptoir d'escompte gagne 4 fr. à 620.

Le Lyon à 1 906 et l'Orléans à 1 785 perdent 41 et 6 francs. Ils n'ont, l'un et l'autre, coté qu'un seul cours.

Le Suez perd 30 francs à 3 670, la Tractiion 5 francs à 395, le Gaz et les Métaux auvent à 4 300 et à 601. La Thomson-Houston, recule de 18 fr. à 1 542, le Rio Tinto 10 francs à 1 412 après 1 455 et 1 421. La De Beers est plus faible à 727, et la Sosnovice daigne subir une légère diminution de 25 francs à 2 675.

Le grand prix Gobert, de 9,000 francs, a été décerné au P. Baudrillard, de l'Oratoire, pour son ouvrage sur les Relations de la Cour de France avec l'Espagne au dix-septième siècle.

Le 2^e prix, d'une valeur de 1,000 francs, à M. Le Haucourt, sur ses travaux sur le siège de Paris.

Le Prix Thérouanne a été divisé ainsi qu'il suit : 1,000 francs à M. Taphanel, auteur de La Baunelle et Saint-Cyr ;

1,000 francs à M. l'abbé Marin, auteur de Les Moines de Constantinople au troisième au sixième siècle ;

500 francs à M. Gosselin Lenôtre, auteur de La Rouerie ;

500 francs à M. Frantz Funck-Brentano, pour ses légendes et archives de la Bastille ;

500 francs à M. Marion, pour son travail sur le due d'Aiguillon ;

Et, enfin, 500 francs à M. Cottin, pour son ouvrage sur le siège de Toulon.

La Maison de famille. — L'Assemblée générale annuelle de la Société aura lieu dimanche, à deux heures, à la Maison de famille, 19, rue de Crillon (entrée 2 bis, rue de Mornay).

La séance sera présidée par M. l'abbé Grandjeux, chanoine honoraire, curé de Saint-Paul-Saint-Louis. Le rapport sur les travaux de la Société sera présenté par M. Housset, vice-président de la Société.

Pèlerinage. — Un pèlerinage à Domrémy, en l'honneur de Jeanne d'Arc, aura lieu le dimanche 18 juin.

Le départ est fixé au samedi 17, à 9 h. 20 du soir ; l'arrivée à Domrémy, à 5 h. 39 du matin.

Le premier groupe rentrera à Paris le lundi, à 5 h. 26 du matin ; le second groupe, le même jour, à 3 h. 37 de l'après-midi.

Prix : aller et retour (repas compris), 20 classe, 35

deputes, le beau temps revenant et, selon l'expression typique anglaise, l'été sévis-

Une seconde voiture de gala à six chevaux aux mêmes harnais massifs, pana-

tres, a été pour Mazeppa (7/2), à M. M. Cail-
lault (T. Lane), battant Flan, à M. H. Dela-

Vélocipédi. — Le prix des places pour les
trois journées du Grand-Prix cycliste de Paris.

o de Madrid

DE
TABARIN 9h1/2 : Fursy, Hyspa Moy. *Revue*
chez la portiere, Le Gallo, Mary Aube

S'adresser à M^{re} RAYNAUD, avoué à Paris, 1, rue
d'Enghien; M^{re} Delafon, Bourdel et Thomas, not^{res}

SALON DU FIGARO

EXPOSITION DES ŒUVRES
DE
M^{re} E. HABERT.
Ouvert de onze heures à six heures.

Déplacemens
DÉPART POUR LES DÉPARTEMENTS ET L'ÉTRANGER
 Mme la comtesse d'Amilly, au château d'Amilly.
 M. Allez (Ed.), au château Villegonis.
 Mme Andral, à Uriage.
 Le vicomte d'Audharn (P.), aux Genêts.
 M. Basseau (S.), à La Gâtinière.
 Mme Bertin, au château de Mirval.
 M. de Barberon (Pierre), à Biarritz.
 M. Bienaimé, à Saint-Germain-en-Laye.
 M. Bengoit (Paul), au château de Nointel.
 M. Blumenfeld (Henry), à Londres.
 M. Collin (A.), à Luchon.
 M. Cauchy, au château de Nayres.
 Le lieutenant-colonel Cluzel, au Tremblay.
 M. Coré, à Hamlet.
 M. Capus, à Vernon-sur-Brenne.
 Mme Contour, à Montmorency.
 M. Delanuy, au Chesnay.
 Mme Deutz, à Salbris.
 Mme veuve Dreyfus (Théodore), à Vichy.
 Mme veuve Dobelin, à Boulogne-sur-Seine.
 Mme Drouet (G.), à Montlignon.
 M. Durcassaign, à Sèvres.
 M. Doin (Octave), au château de Seinot.
 Le comte de Forbin-La Barbou, à Lyon.
 Mme Fabreguettes, à Enghien.
 Mme Godchaux, à Daves-Platz.
 M. François Léprieux, au château de Chaulmès.
 Le baron de Guldenchrone, à Aigles-les-Bains.
 M. Goisot (Albert), à Saint-Germain-en-Laye.

Mme. Heyden (Georges), à Berchem-lès-Anvers.
Mme. Harissard, au Vésinet.
Le vicomte Jean, au château d'Isson.
M. Koller (Paul), à Biarritz.
M. de La Ruc, à la Chapelle de Dicoville.
Mme. Laine-Condé au château de Filly.
M. Longeau-Saint-Michel, au chât. de St-Michel.
M. Louyet, à Bomel.
M. Lagrange, à Saint-Germain-en-Laye.
M. Marin, à Saint-Germain-en-Laye.
Mme. Meunire, à Misery.
Mme. Meslier, au Mont-Dore.
Mme. Millochin, à Vendôme.
M. de Molle (Léon), à Saint-Genin.
M. Mirtil (Eugène), à Saint-Genin.
Mme. Maciel, à Château-Thierry.
M. Noël, à Villers-sur-Mer.
Mme. Catherine Chalandre, à Genouill.
Mme. Olga de Marco, à Oranienbaum.
Mme. Poupinel, à Yverres.
M. Puerari, au Vésinet.
Mme. Pesot, à Saint-Maur-les-Fossés.
Mme. Pansa, à Boulogne.
Mme la générale Protopopow, à Constantinople.
M. Reichardt, à Berlin.
Mme de Sovray, à Luchon.
M. Sulzbach, à Chézenay.
M. de Suarès d'Almeida, au château de St-Eliz.
Mme la marquise de Saint-Léger, à Royan.
M. Taillandier, à Arques-la-Bataille.
Mme Tavernier, à Rueil.
M. de Védie (H.), à Ozoir-la-Voies.
M. Verrier (L.), à Ozoir-la-Voies.

M. Willécourt, à Saint-Germain-en-Laye.
 Mme Wasse, à Garches.

RETOURNÉS À PARIS

Le baron d'APPENICE.—Le vicomte de Bussière.—
 M. Hincelin.—Mme Martin (S.).—M. No-
 (Michel).—M. Poriquet (E.), sénateur.—M.
 Renaudin (H.).

Correspondance personnelle

Pour simplifier l'envoi des
 insertions de CORRESPONDANCE
 PERSONNELLE, nous dédions
 des BONS de 6 FRANCS. Chaque
 BON représente une ligne.

M. A. B. Désire vs vr. dit. qd. pour. et ou? m. b. répliq.

Chevaux et Voitures

SPORTS

AGENCE HIPPIQUE, 2, rue Berryer, tous les jours, de 10 h. à 6 h. (sauf le dimanche).
 Chevt. voit., sellerie s. y trouvent. Téléph. 501.95.

D'après 2 CHEVX, 1^{er} 66, 6 et 7 a., s'attel. seuls et à 2, 1^{er} garant. ETIENNE, r. Grenelle, 3^a à midi.

COUPÉ, Victoria Kellner, 4, r. de Clichy, le matin.

Vélocipédie, Automobilisme

Etat. — S'adr. Georges BERNHEIM, 9 rue Laflotte.

Chasse
Bonne CHASSE à louer de suite. Situation exceptionnelle, bel. lig. Est, pr. Paris. Ecr. A. G. P., Figaro.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

AVIS
A ces Annonces est appliqué un Tarif déterminé, dont les proportions des ordres.

ADJUDICATIONS

Paris

2 MAISONS, RUE PARADIS (40^e arr.)
N^o 9, C. 437^e, Rev. 15,000 fr. M. à p. 185,000 fr.
N^o 11, C. 265^e, Rev. 14,100 fr. M. à p. 145,000 fr.
A Adj^r sur 1 ench. ch. des not. Paris, 13 juin 1899.
M^o DECLOUX, notaire, 40 bis, B^o Bonne-Nouvelle.

1^{er} TERRAIN à PARIS, pl. d'Alleray, 2 et 4, av. const^{te}, C. 5,221^m. M. à p. 195,000 fr.
Partie louée 1,390^f. A Adj^r s^r 1 ench. ch. not. Paris, 13 juin 1899.
M^o DEMANOEUX, notaire, 8 rue Odéon.

1^{er} TERRAIN à Linois, 31, angle r. Emeric-Clapart, 180^m.
Rev. br. 6,545 fr. M. à p. 85,000 fr.
Cred. fonc. A Adj. s. 1 ench. ch. not. le 29 juin 1899.
S'adresser à M^o MARC, notaire, 38, rue de Bondy.

1^{er} MAISON à PARIS, rue des Gravilliers, 42, C. 20^m. Rev. br. 9,130^f. M. à p. 100,000^f.
A Adj^r s^r 1 ench. ch. not. de Paris, le 27 juin 1899.
S'ad. à M^o MOREL d'ARLEUX, notaire, 82, rue Rivoli.

VENTE au Palais, le 28 juin 1899, à 2 heures,
1^{re} PROPRIÉTÉ à PARIS, 82, rue Didot (XIV^e arrondissement).
C. 360^m 50 env. M. à prix : 15,000^f. Loyer 1,200^f.
S'ad. à M^o RAYNAUD MALAKOFF (Seine), 67, rue de Valenciennes, 512^m 50 env. M. à prix : 5,000^f.
S'adresser à M^o RAYNAUD, avoué à Paris, 7^e rue d'Enghien; M^o Delafont, Bourdel et Thomas, not.

